

Agence régionale de santé Ile-de-France

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2025-439

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Mise en œuvre des missions de surveillance entomologique,
d'intervention autour des détections, de prospection, et de
traitement autour des lieux fréquentés par les cas humains
de maladies transmises par les moustiques vecteurs**

**Marché Public de Services en application de l'article L1111-4 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26
novembre 2018 relative au code de la Commande publique.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Procédure de consultation.....	4
1.3 Forme et nature du marché.....	4
ARTICLE 2 - ELECTION DE DOMICILE	4
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 - ELEMENTS DE CONTEXTE DE LA MISSION	6
5.1 Dispositions générales	6
5.2 Emission de bons de commandes	6
5.3 Lieux d'exécution	7
5.4 Obligations du titulaire	8
5.5 Force majeure.....	8
5.6 Responsabilité du Titulaire	8
5.7 Obligation du Titulaire.....	9
5.8 Obligation de disponibilité de l'équipe du titulaire	9
5.9 Déplacements.....	9
5.10 Langue.....	9
5.11 Obligation de conseil	9
5.12 Obligation d'information.....	9
ARTICLE 6 - PROTECTION DES DONNEES.....	9
6.1 SI-LAV	9
6.2 Confidentialité.....	10
6.3 Protection des données personnelles – Confidentialité – Obligations CNIL.....	10
ARTICLE 7 - CORRESPONDANTS DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 8 - MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION.....	12
ARTICLE 9 - PRIX.....	13
9.1 Forme et variation des prix	13
9.2 Clause de sauvegarde	13
ARTICLE 10 - PENALITES	14
ARTICLE 11 - AVANCES ET ACOMPTES.....	14
11.1 Avance :	14
11.2 Acompte :.....	14
ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT	15
12.1 Demande de paiement.....	15

12.2 Paiement.....	16
ARTICLE 13 - CESSION OU NANTISSEMENT.....	16
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	17
ARTICLE 16 - CONTINUITE DE SERVICE	17
ARTICLE 17 - MARCHES SUCCESSIFS	18
ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE.....	18
ARTICLE 19 - REGLEMENT DES LITIGES	18
ARTICLE 20 - APPLICATION DE L'ARTICLE D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL - ASSURANCES	18
ARTICLE 21 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	19
ARTICLE 22 - LABEL DIVERSITE	19
ARTICLE 23 - RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DES SERVICES PUBLICS.....	19
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	20

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation par le titulaire dument habilité des missions de surveillance entomologique et d'intervention autour des détections et de prospection, traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs en Ile-de-France pour lequel le titulaire aura été habilité.

1.2 Procédure de consultation

Le présent marché est passé sur le fondement d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R 2161-2 à R 2161-5 du code de la Commande Publique.

Cette consultation est passée en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commande du décret précité du code de la Commande publique.

1.3 Forme et nature du marché

1.3.1 Forme du marché

Le marché n'est pas alloti.

Au sein de l'ARS IDF, il a été choisi de proposer le présent marché à l'échelle régionale pour les raisons suivantes :

- Le souhait de s'affranchir des limites administratives et territoriales pour une approche et une mise en œuvre homogène de la mission sur l'ensemble du territoire couvert par l'ARS IDF,
- L'habilitation préalable indispensable à l'obtention du marché public est d'un niveau régional,
- La continuité géographique de la lutte contre les vecteurs est à la même échelle que l'exercice des missions du pouvoir adjudicateur et sans rupture de gestion du fait des limites de lots.

1.3.2 Nature du marché

Le présent marché est un marché à bons de commande sans montant minimum et un montant maximum en valeur ou en quantité, prévu aux articles L 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 relatif au code de la Commande publique.

Le marché est mono attributaire.

Les quantités estimatives sont fixées à l'acte d'engagement (Détail Quantitatif Estimatif).

Montant estimatif sur la durée totale du marché soit un montant maximum de **2 800 000 euros € HT.**

ARTICLE 2 - ELECTION DE DOMICILE

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au Titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'ATTRI 1.

En cas de modification de domicile élu, le Titulaire en avertit l'ARS-IDF par lettre recommandée avec avis de réception postal.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/ FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes financières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seul foi,
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seul foi,
- Le CCAG / FCS dernière mise à jour 2021,
- Les actes de sous-traitance et leurs avenants,
- L'offre technique du titulaire,
- Les bons de commande.

L'original de ces documents conservé dans les archives de l'ARS Ile-de-France fait seul foi.

Portée des pièces du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre l'ARS-IDF et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à l'ARS-IDF.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de l'ARS-IDF.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est prévu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible 2 fois par durée de 12 mois soit 48 mois maximum.

Le marché débute à la date de début d'exécution de la prestation soit à titre indicatif à compter du 1^{er} janvier 2026.

En cas de non-reconduction, l'ARS-IDF en avise le titulaire par lettre recommandée avec AR au plus tard 1 mois avant l'expiration de la période en cours.

Les bons de commande passés avant l'expiration du marché pourront continuer à produire leurs effets pour une période ne pouvant pas excéder 3 mois à compter de la fin dudit marché, sauf accord du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être émis à compter de la notification du marché et jusqu'au dernier jour de validité du marché.

ARTICLE 5 - ELEMENTS DE CONTEXTE DE LA MISSION

5.1 Dispositions générales

Le titulaire aura pour missions l'ensemble des prestations détaillées dans le CCTP.

5.2 Emission de bons de commandes

Les prestations font l'objet d'une tarification à l'unité, à l'exception des missions de pilotage de la mission comprenant notamment les réunions, les rapports mensuels et annuels d'activité faisant l'objet d'une tarification forfaitaire, faisant l'objet d'un paiement en début d'année civile.

Les missions concernant la mise en œuvre du programme de surveillance régional (chapitre 5.1 du CCTP) et des points d'entrée du territoire national (chapitre 5.2 du CCTP) font l'objet d'un paiement forfaitaire en début de saison de surveillance renforcée, sur la base du nombre de pièges pondoires et de la fréquence de surveillance définis par l'ARS avant le début de la saison de surveillance renforcée. La mise en paiement est réalisée après validation des plans de surveillance proposés par le titulaire sur la base des directives de l'ARS et couvre 75% de l'activité prévue pour l'année en cours. Une régularisation est réalisée en fin d'année en fonction de l'activité réelle par émission d'un bon de commande.

Les autres missions font l'objet d'une tarification unitaire pour chaque prestation réalisée. Un bon de commande portant sur l'ensemble des prestations réalisées en mois M-1 est émis au plus tard le 10ème jour du mois M.

Les délais d'exécution ou de livraison sont fixés dans chaque bon de commande.

Modification du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendues, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité. Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande peut être émis jusqu'à la date d'expiration du marché.

Les bons de commande comportent les mentions suivantes :

- Le numéro du marché,
- Le numéro du bon de commande,
- L'identification du service de l'ARS-IDF demandeur de la prestation,
- La désignation détaillée de la prestation à fournir,
- Le délai d'exécution,
- Le montant total HT, taux de TVA et montant TTC du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- Ainsi que toutes les annexes en pièces jointes et précisions utiles à l'exécution de la commande.

La personne habilitée à signer les bons de commande est Monsieur le Directeur de l'ARS Ile-de-France, le Secrétaire général ou toute autre personne disposant d'une délégation budgétaire.

Les bons de commande sont émis par courriel.

5.3 Lieux d'exécution

Les prestations se déroulent en région Ile-de-France.

5.4 Obligations du titulaire

En cas de modifications importantes du fonctionnement de la société, le Titulaire notifie immédiatement au service Marchés de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France toute modification survenant après notification du marché et pendant toute sa durée de validité, relative :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- Aux numéros d'appel ou mail du service d'assistance technique ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou sa dénomination ;
- À sa nationalité ;
- À son domicile ou son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- La domiciliation des paiements.

Le Titulaire devra respecter les dispositions réglementaires et légales françaises en matière de droit du travail, les dispositions applicables en matière d'hygiène et de sécurité des biens et des personnes, ainsi que les conventions collectives qui seraient obligatoires, l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France n'étant, à cet égard, en aucun cas responsable des éventuels manquements du Titulaire.

L'équipement et la sécurité des personnels devront être conformes à la réglementation en vigueur, le titulaire est seul responsable de la sécurité, de la protection et de la santé des travailleurs.

Pendant toute la durée du marché, le personnel du Titulaire restera sous l'entière autorité hiérarchique de celui-ci ; en aucun cas, il ne pourra être assimilé à un salarié de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France.

Le titulaire s'engage à informer l'ARS IDF de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le Titulaire s'expose à l'application des mesures prévues pour la résiliation.

5.5 Force majeure

Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par le présent marché qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure, tels que ceux habituellement retenus par la Jurisprudence, sous réserve toutefois que la partie invoquant un tel cas notifie son existence à l'autre dès que possible, qu'elle fasse de son mieux pour en limiter les conséquences et enfin qu'elle reprenne l'exécution du marché après que ce cas de force majeure ait disparu.

Dans la mesure où un tel cas se poursuivrait pendant une durée supérieure à un (1) mois, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du présent marché afin d'en tenir compte. Si aucun accord n'était trouvé, le marché peut alors être résilié, sans indemnité de part et d'autre, par simple notification écrite.

5.6 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents.

La Personne Publique se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au compte du Titulaire, la réparation des dommages causés.

5.7 Obligation du Titulaire

Le Titulaire est tenu de fournir l'ensemble des livrables définis dans le CCTP dans les délais prévus.

5.8 Obligation de disponibilité de l'équipe du titulaire

Les périodes d'indisponibilité de l'équipe du titulaire devront être au préalable acceptées et validées par l'ARS ILE-DE-FRANCE. La continuité des prestations devra être assurée.

5.9 Déplacements

Aucun frais de déplacement ne sera pris en charge par l'ARS Ile-de-France.

5.10 Langue

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont rédigés en langue française.

5.11 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport à destination de l'administration qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.12 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'ARS tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Il doit notifier sans délai à l'ARS les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'ARS ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler.

ARTICLE 6 - PROTECTION DES DONNEES

6.1 SI-LAV

La délibération n° 2017-230 du 20 juillet 2017 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés autorise la Direction générale de la santé du ministère des solidarités et de la santé à mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité un système d'information partagé destiné à améliorer la lutte antivectorielle (SI-LAV). Ces données seront également encadrées par le Règlement général de la protection des données.

Le titulaire du marché devra signer dès la notification la charte SI-LAV ayant pour objet de définir les conditions générales d'utilisation de la plateforme dédiée à ce système d'information et de préciser les responsabilités des utilisateurs en accord avec la législation et les normes d'éthique, afin de garantir

le bon fonctionnement, notamment en ce qui concerne la sécurité, la performance des traitements et la conservation des données.

Cette charte rappelle également les consignes générales de confidentialité concernant les informations traitées par les membres de la plateforme, même si ces données ne sont pas intégrées dans l'application informatique du SI-LAV.

6.2 Confidentialité

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Il lui est notamment interdit :

- De diffuser toute donnée personnelle ou toute donnée de santé dont il a connaissance pour mener à bien sa mission ;
- D'échanger ou de communiquer des comptes personnels ou des codes d'accès au SI-LAV ;
- De communiquer les résultats d'analyses à d'autres destinataires que l'ARS ;
- De communiquer les renseignements, documents et objets dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation ou en raison de sa présence sur site ;
- D'exploiter des données analytiques issues des missions de surveillance ou d'intervention sans accord préalable de l'ARS ;
- De répondre aux sollicitations directes des collectivités, des particuliers ou de toute autre personne quant à l'exécution du présent marché.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

L'administration accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale du ministère et à l'objet général du marché. Il peut cependant être demandé à tout moment au titulaire d'y mettre fin, y compris après la fin du marché.

6.3 Protection des données personnelles – Confidentialité – Obligations CNIL

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur, et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;

- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public ;
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

ARTICLE 7 - CORRESPONDANTS DU MARCHÉ

Le nom et les coordonnées des interlocuteurs du titulaire du présent marché seront communiqués au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à désigner nommément un responsable de suivi des opérations, interlocuteur principal et à ne pas assurer son remplacement sans l'accord préalable de l'ARS IDF.

ARTICLE 8 - MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

Le titulaire conduit les opérations avec une obligation de résultat pour la rédaction et la remise des livrables dans les délais impartis. Les opérations de vérification et de validation des prestations et des livrables sont conformes au CCTP du présent marché.

Le titulaire adresse à l'administration pour approbation, chaque livrable dès son achèvement selon les dates indiquées dans le planning.

Toute décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet est notifiée au titulaire et doit être motivée. La décision d'ajournement comporte un délai accordé au titulaire pour parfaire les prestations ou faire ses observations. A compter de la date de remise des produits ajournés ou des observations, l'ARS IDF dispose d'un délai maximum de 10 jours ouvrés pour prendre une décision de réfaction ou de rejet des produits.

Le rejet des produits peut entraîner la résiliation du marché sur décision de l'ARS IDF. Dans ce cas la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnisation en faveur du titulaire. Les acomptes ainsi que l'avance forfaitaire éventuellement déjà versée au titulaire sont restitués à l'ARS IDF.

ARTICLE 9 - PRIX

9.1 Forme et variation des prix

Le marché est traité à prix unitaire par émission de bons de commande.

Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires hors taxes inscrits à l'annexe de l'acte d'engagement « bordereau des prix unitaires (BPU) » du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance et au transport ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires et de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Les prix sont fermes pendant toute la durée de la première année du marché.

Les prix indiqués dans l'accord-cadre pourront être revus annuellement à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché, en fonction de l'évolution de l'Indice des prix à la consommation, publié par l'INSEE.

L'indice actualisé est celui qui est connu à la date anniversaire du marché.

Le rapport entre l'indice actualisé et l'indice de référence (indice actualisé / Indice de référence) constitue le pourcentage de révision de prix pour la première année.

Pour les années suivantes, l'indice actualisé de l'année N devient l'indice de référence pour la révision des prix à la date anniversaire N+1.

En cas de désaccord sur les prix révisés, les parties échangeront pour trouver un accord.

Les nouveaux prix sont ensuite notifiés signés des deux parties au titulaire par l'ARS IDF.

Ils viennent mettre à jour l'annexe financière de l'acte d'engagement et sont applicables à compter de la date anniversaire du démarrage de l'exécution de l'accord-cadre, soit le 1er janvier, à toutes les prestations commandées à partir de cette date jusqu'au 31 décembre.

En effet, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, la révision de prix n'affecte pas les bons de commandes notifiés avant la date d'application des nouveaux prix.

9.2 Clause de sauvegarde

Si les prix résultant de l'application de la formule de révision entraînent une augmentation des prix de plus de 3 % par rapport à l'année précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de suspendre, par écrit, le délai de mise en œuvre des nouveaux tarifs. Si dans un délai d'un mois, à compter de cette suspension, aucun accord sur les nouveaux prix n'est intervenu entre le titulaire du marché et l'ARS Ile-de-France, cette dernière aura alors la possibilité de résilier le marché, sans indemnités sur la partie du marché restant à exécuter.

ARTICLE 10 - PENALITES

Le Titulaire s'engage à réaliser la prestation du présent marché dans les délais qui auront été fixés et conformément aux dispositions du CCTP.

En cas de non-respects, le titulaire s'expose à l'application de pénalités suivant dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

Le paiement de ces pénalités n'est pas libératoire.

ARTICLE 11 - AVANCES ET ACOMPTES

11.1 Avance :

Conformément aux dispositions des articles R 2191-2 à R 2191-19 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

11.2 Acompte :

Conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, le Titulaire peut demander le versement d'acomptes.

Le montant de l'acompte demandé ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-20 et R. 2191-26 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause.

ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Demande de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique.

Toutes les prestations du présent marché sont payées sur présentation des factures après attestation du service fait par la Direction métier.

Le Titulaire envoie à l'attention du service facturier de l'agence comptable de l'ARS ILE- DE-FRANCE une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations.

Les factures sont libellées en Euros, le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne Publique. Cette dernière peut rectifier la facture en fonction des avances, pénalités et autres.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un (1) original et deux (2) copies et adressées à :

ARS Ile-de-France –
Service facturier

13 rue du Landy
93200 SAINT-DENIS

Outre les mentions légales, la facture datée porte les indications suivantes :

La référence du marché et du bon de commande

Mentions obligatoires d'identification :

nom ou raison sociale du créancier ;

référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;

N° SIREN ou de SIRET le cas échéant.

- Domiciliation :

- mention, claire et lisible, de la domiciliation du fournisseur dans le corps de la facture,

les références de compte bancaire ou postal complet (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Éléments concernant la prestation facturée :

le montant HT des sommes dues, avec le détail et la nature des prestations ;

le taux et le montant de TVA ;

le montant total TTC arrêté en chiffres et en lettres.

Emission des factures électroniques sur Chorus pro :

Les factures sont déposées sur le portail Chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> en renseignant les références suivantes :

- Le SIRET de l'ARS IDF : 130 008 014 00149
- Le code CRB et le n° d'Engagement (se rapprocher de votre interlocuteur auprès de l'ARS IDF)

12.2 Paiement

L'ARS-IDF se libère des sommes dues au titre du marché par mandats administratifs et virements du comptable assignataire indiqué dans l'ATTRI 1, au compte désigné par le titulaire.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours, donne lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur de l'ARS-IDF ou son représentant.

Le comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'ARS-IDF. Le règlement des prestations s'effectuera sur le budget annexe de l'Agence.

ARTICLE 13 - CESSION OU NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le titulaire du marché doit être habilité par l'ARS IDF pour la réalisation des prestations de lutte antivectorielle, en application de l'arrêté du 23 juillet 2019. En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance, chaque cotraitant et/ou sous-traitant doit être habilité pour la(les) mission(s) qu'il réalise, l'ensemble du champ des missions devant être couvert par habilitation.

Toutes les obligations liées à l'obtention ou au maintien de l'habilitation sont à la charge du titulaire et des cotraitants ou sous-traitants. Tout retrait de l'habilitation d'un candidat entraînera la caducité du marché public.

Défaillance d'un cotraitant dans le cadre d'un groupement

Si le titulaire du marché est un groupement d'entreprises et qu'un cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant (en raison de sa liquidation judiciaire ou de son impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait par exemple), la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN

Toute partie est tenue d'exécuter ses obligations contractuelles même si les circonstances en rendent l'exécution plus onéreuse qu'on aurait raisonnablement pu le prévoir au moment de la conclusion du contrat.

ARTICLE 16 - CONTINUITE DE SERVICE

Le titulaire devra décrire très précisément les moyens matériels et humains, qu'il compte déployer afin de garantir la continuité du service et toute circonstance et la réactivité en cas d'urgence sanitaire. Il précisera les délais de mise en œuvre de ces dispositions exceptionnelles.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans le respect des dispositions prévues au CCTP ainsi que les délais impartis.

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou une partie de la prestation dans les délais et conditions prévues à l'accord cadre ou sur le bon de commande, l'ARS IDF se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

ARTICLE 17 - MARCHES SUCCESSIFS

Conformément aux articles R. 2122-4, R. 2122-7 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France envisage la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la passation de marchés complémentaires et la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE

Les conditions, les modalités et les effets de la résiliation sont ceux prévus dans le CCAG FCS

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES LITIGES

Il est possible de faire appel au Comité Consultatif de Règlement Amiable pour résoudre les éventuels litiges pouvant survenir au cours de l'exécution du présent marché conformément au Décret n°2018-1075 du 03 /12/ 2018 relatif aux marchés publics.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du marché.

Si son exécution s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ou si le lieu de cette exécution n'est pas désigné dans le marché, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège l'autorité publique compétente pour signer le marché.

ARTICLE 20 - APPLICATION DE L'ARTICLE D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL - ASSURANCES

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. (Formulaire NOTI 1 et les justificatifs qui y sont réclamés).

Dans le cadre de son activité objet du présent marché, le Titulaire justifie de la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle, susceptibles d'être engagées pour les dommages corporels et matériels et/ou immatériels.

Il s'engage à communiquer une attestation d'assurance en cours de validité sur toute demande faite par les services de l'ARS-IDF, par lettre recommandée avec accusé de réception ou en cas de modification des conditions de sa police.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés comptés à partir de la réception de la demande, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 21 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ARS IDF, soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 22 - LABEL DIVERSITE

L'ARS Ile-De-France déploie une politique égalité professionnelle et diversité. Engagée dans une démarche de labélisation depuis 2012, un accord a été signé avec l'ensemble des organisations syndicales. Il définit les engagements de la direction générale en matière de prévention des discriminations et traduit par des actions concrètes les axes de la politique énoncée.

Par cette démarche, l'agence s'engage à tous les niveaux de process RH, tant en matière de recrutement que de formation de prévenir toutes les formes de discriminations. Elle informe également dans le cadre de sa politique d'achat ses fournisseurs de son engagement diversité.

A ce titre l'agence régionale de santé d'Ile de France a obtenu le label diversité, en juillet 2012 sous l'égide des ministères sociaux. Depuis l'agence continue de se mobiliser pour assurer l'égalité professionnelle, la lutte contre les discriminations et la diversité, dans une logique d'amélioration continue.

ARTICLE 23 - RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DES SERVICES PUBLICS

Conformément à la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, dite loi Séparatisme, publiée au JO le 25/08/2021, le titulaire du présent marché devra respecter les principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité du service public. À ce titre, le titulaire devra notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire devra également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations. À cet égard, le titulaire devra communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations ou faire cesser les éventuels manquements constatés, l'acheteur aura la possibilité de sanctionner le titulaire. En fonction de la nature et de la gravité des faits, l'acheteur décidera seul de la sanction applicable. Il pourra s'agir d'une simple mise garde, d'une décision exclusion temporaire ou définitive des personnes en cause ou bien enfin d'une résiliation du présent marché aux torts et frais du titulaire.

Le contrôle et le constat de l'infraction pourront être réalisés par tout moyen légal, par toute personne appartenant aux ARS ou la représentant.

Il est précisé que ces obligations et modalités de contrôle et de sanction s'appliquent également à l'ensemble des cotraitants en cas de groupement d'entreprises.

ARTICLE 24 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS :

Article du CCAP	Nature de la dérogation	Articles du CCAG/FCS
3	Pièces contractuelles	4
10	Pénalités	14